



REFONDONS L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE

La réussite scolaire pour tous

Atelier : **Le lycée de la réussite**

Contribution de la CGT Educ'action

Pour le lycée, les réformes des voies générales, technologiques et professionnelles ont été adoptées sans vraie concertation et avec précipitation. Ces réformes ont créé des logiques d'affrontements, de concurrence et d'inégalités entre élèves, disciplines, personnels et établissements. Elles renforcent la distinction entre établissements de la réussite et établissements de relégation. Elles diminuent l'offre de formation. La CGT Educ'action porte une logique opposée à cela, elle milite pour une école des solidarités.

Pour nous, si on veut changer de politique, la première des étapes consiste à mettre fin à cette logique par des mesures simples et immédiates : fin de la globalisation des dédoublements (sources de concurrence entre personnels et disciplines), retour à des grilles annuelles dans la voie professionnelle, suppression du conseil pédagogique (source de division entre personnels), etc.

Pour la CGT Educ'action, tout comme nous ne pensons pas que le collège soit un petit lycée, nous n'envisageons pas le lycée comme l'antichambre de l'université et des études supérieures. Il s'agit d'un niveau à part entière qui, pour nous, doit accueillir au sein de ses trois voies l'ensemble d'une classe d'âge. C'est le sens de la revendication de la CGT d'une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans.

Pour valoriser un lycée de la réussite pour tous les lycéens et lycéennes, il faut à notre avis jouer sur deux axes. Le premier est lié à la question des moyens. Aujourd'hui, il est impossible d'avoir un suivi individualisé des élèves dans des classes à plus de 35, notamment au niveau de la classe de seconde. Il y a donc nécessité de réduire les effectifs, d'autant plus, et c'est le deuxième axe, si on veut mettre en place une pédagogie de progrès, permettant un suivi différencié au sein de la classe.

L'exemple de l'accompagnement personnalisé est aujourd'hui éclairant. Mis en place en prenant sur certains horaires disciplinaires (et pas d'autres), il existe aujourd'hui autant de situations qu'il existe d'établissements. Le contenu actuel, assuré sans quasiment aucune formation, mélange orientation, soutien, approfondissement et méthode. Il est en fait un outil qui sert à la dérégulation et non aux élèves. Comment croire qu'il puisse y avoir un accompagnement personnalisé pour 35 élèves quand ils sont en classe entière ? S'ils n'y sont pas, ils n'ont pas à ce moment-là deux heures par semaine ! A la CGT Educ'action, nous ne sommes pas opposés à ce que méthode et soutien soient partie intégrante des services des enseignants. Nous pensons aussi que le temps de concertation nécessaire doit être inclus dans le temps de service (à travers une décharge horaire). Nous pensons aussi que les coopérations entre structures scolaires sont un outil contre la mise en concurrence des établissements. Mais pour nous, coopération ne signifie pas fusion voire mise en réseaux afin de réaliser des économies d'échelle.

De même, et c'est particulièrement vrai pour les séries technologiques et professionnelles, la diversité de l'offre de formation est une des clés pour la démocratisation du système scolaire. Des lycées à taille humaine offrant une diversité des formations permettraient aux lycéennes et lycéens de suivre une scolarité pendant trois ans au sein du même établissement, ce qui éviterait la concurrence et les inégalités entre élèves, notamment en fin de seconde GT. C'est ce qu'on voit aujourd'hui, par exemple, avec la mise en place de la série STMG, où les spécialités ont été fusionnées en 1^{ère} mais maintenues en terminale. Le résultat, outre le manque de lisibilité des parcours, ce sont des conditions d'études plus compliquées pour les lycéens de la voie technologique que pour ceux de la voie générale. Par ailleurs, le fait d'affecter en fin de seconde les lycéens se destinant à la voie technologique en 1^{ère}, par le biais d'Affelnet (et pas ceux se destinant à la voie générale), contribue à une inégalité de traitement.

Pour conclure, car nous pourrions continuer bien plus en avant, la CGT Educ'action pense qu'il faut en terminer avec le processus d'autonomisation libérale des établissements. Elle n'a pour but que la réalisation d'économies et la mise en place d'une logique concurrentielle. A l'opposé, il faut construire le lycée de la réussite collective pour tous les jeunes de ce pays.